

Infos Gaza 734 bis

Le siège israélo-égyptien de Gaza se resserre

vendredi 7 novembre 2014

Orouba Othman



L'Égypte et Israël continuent de tenir la bande de Gaza assiégée à la pointe de leurs couteaux. Cette étroite bande de terre, déjà déchirée par les conflits politiques et sociaux, semble destinée à être "l'otage" de ces deux pays, "l'ennemi" et "le frère" se relayant pour massacrer sa population.

Membre des forces de sécurité de Gaza à la frontière sud de Gaza, face à un poste de surveillance égyptien - Photo : Anadolu/Abed Rahim Khatib

Ils ont laissé la bande de Gaza respirer un petit peu, et puis, quand ils en ont eu envie, ils lui ont coupé l'air en fermant les trois seuls postes frontières reliant Gaza au reste du monde.

Hélas, les derniers 51 jours de folie destructrice et meurtrière, n'ont pas mis fin au chantage auquel est soumis le peuple palestinien qui vit sous la menace d'être privé d'accès avec le monde extérieur.

Une nouvelle crise humanitaire frappe aujourd'hui les Gazaouis en conséquence de la dernière attaque israélienne contre Gaza, avec les pluies torrentielles qui inondent les tentes et les campements qui leur servent de refuge.

Il est évident que le processus de reconstruction n'a pas été mené comme prévu et Israël et l'Égypte se servent des postes frontières pour punir Gaza en les fermant tantôt complètement, tantôt partiellement.

Les forces israéliennes n'ont pas encore attaqué Gaza de nouveau, mais elles ont réussi à profiter de l'occasion pour resserrer leur étau sur Gaza et étrangler sa population. Samedi 30 octobre au soir, Israël a annoncé la fermeture des postes frontières de Karm Abu Salem et de Beit Hanoun, au sud-est et au nord de la bande de Gaza, jusqu'à nouvel ordre, sous prétexte qu'une roquette avait été tirée sur la colonie d'Ashkoul. Plus tard, Israël a fait preuve de "miséricorde" en annonçant qu'il allait rouvrir partiellement le passage de Karm Abu Salem, mais seulement pour les livraisons de fuel.

Au même moment, l'Égypte a menacé de fermer le poste frontière de Rafah au moindre soupçon de désordre dans le Sinaï. Cette décision est perçue, à Gaza, comme une tentative claire de monter la population contre la résistance. De plus, le fait que l'Égypte ait fermé le passage de Rafah presque aussitôt après avoir accusé les autorités de Gaza de soutenir la récente attaque du Sinaï qui a causé la mort de 30 soldats égyptiens, au moment même où

Israël scellait les deux autres passages, laisse penser que les deux pays s'entendent pour manier la carotte et le bâton [contre les Palestiniens]. Bien que l'Égypte ait déjà fermé le passage de Rafah 190 jours depuis le début de l'année 2014, cela ne lui a pas suffi et elle persiste à vouloir se "venger" de son vieil ennemi le Hamas parce qu'il s'est associé aux Frères Musulmans égyptiens.

Dernièrement, l'occupation israélienne a essayé d'exploiter les sentiments religieux des Gazaouis en assouplissant le passage au checkpoint d'Erez pour leur permettre d'aller prier à la Mosquée d'al-Aqsa après des années de restrictions, tout en guerroyait contre Jérusalem-est. Les forces d'occupation israéliennes cherchent à mettre en place une politique de "privation et de récompense" en fonction du soutien ou du rejet de la Résistance par la population.

Aujourd'hui, le seul espoir des Gazaouis est de revenir à la situation qui régnait avant le dernier assaut israélien. "C'est comme si rien n'était arrivé," a dit un habitant de Gaza à Al-Akhbar.

Bien que la fermeture des points de passages soit une violation flagrante des accords de cessez-le-feu conclus à la fin du mois d'août, les factions de la Résistance n'ont pas menacé de reprendre les tirs de roquettes parce qu'elles craignent qu'Israël n'en profite pour commettre d'autres violations. Comme le dit Mahmoud al-Zahar, un leader du Hamas connu pour avoir généralement des positions fermes : "Israël essaie de trouver un prétexte pour renforcer le siège mais nous ne tomberons pas dans son piège. Si le siège n'est pas levé nous ne serons plus tenus de respecter nos engagements."

Bassam al-Salhi a déclaré, à propos du rôle de la délégation dans la négociation portant sur le règlement de la situation : "Israël a imposé des conditions humiliantes au processus de reconstruction de Gaza. Israël veut réorganiser le siège, nullement y mettre fin, que le gouvernement d'unité prenne le contrôle ou pas."

Coca Cola à Gaza

Le journal israélien, Yediot Ahronot, a révélé que les autorités israéliennes d'occupation ont approuvé l'installation d'une usine de Coca Cola à Gaza et que sa construction doit commencer cette semaine.

Le 2 novembre, le journal a annoncé que la Sécurité israélienne a donné le feu vert à la construction d'une grande usine de Coca Cola à Gaza qui créera immédiatement des centaines d'emplois et dans l'avenir jusqu'à 3 000 emplois.

Selon le journal, un entrepreneur palestinien aurait sollicité l'autorisation de construire l'usine au Coordinateur des Activités Gouvernementales dans les Territoires Occupés du ministère de la Défense israélien. Le ministre de la Défense aurait alors décidé de se ranger à l'avis favorable des experts.

Selon le journal, "jusqu'ici c'est une fabrique de Ramallah qui livre les habitants de Gaza en produits Coca Cola, ce qui occasionne des ruptures de stock quand la frontière est fermée." Il a aussi annoncé que l'usine serait construite dans la zone industrielle de Karni et que sa construction prendrait six mois. [Lien: http://english.al-akhbar.com/...](http://english.al-akhbar.com/...) Traduction : [Info-Palestine](#)

